

armements gaullistes et capitalisme monopoliste d'État

P. BOCCARA

La politique gaulliste de course aux armements attire l'attention sur le rôle des fabrications de guerre dans les économies capitalistes actuelles.

Pour certains économistes bourgeois, les dépenses d'armement sont sans action particulière sur l'économie, pour d'autres elles sont, au contraire, nécessaires à l'équilibre économique, ou encore, plus ou moins utiles ou néfastes au progrès économique, suivant les cas. Certains insistent sur les aspects positifs, d'autres sur les aspects négatifs de la course aux armements. Les économistes marxistes montrent que si elle est très profitable aux monopoles, elle coûte fort cher aux masses populaires, réduisant leur pouvoir d'achat et diminuant les dépenses publiques d'intérêt social. Mais ici encore des questions peuvent se poser. S'agit-il d'une politique favorite des États capitalistes ou d'un élément de structure du capitalisme monopoliste d'État? Les dépenses d'armement ont-elles des causes principalement économiques ou au contraire, des causes principalement politiques? Et si elles sont nécessaires au capitalisme actuel, comment peut-on désarmer? Quel est leur effet exact sur le progrès de la production? etc. Nous n'avons pas la prétention d'examiner ici, de façon exhaustive, tous ces problèmes. Nous voulons simplement apporter quelques éléments positifs et théoriques, pour poser de façon plus précise la question des dépenses actuelles d'armement, à la lumière de l'exemple français.

Dépenses militaires et armements

La course aux armements apparaît comme un élément notable de l'économie capitaliste en Europe occidentale, dès les années qui précèdent la guerre de 1914-1918, notamment en Angleterre. Mais le poids relatif de la production de guerre dans l'économie devient véritablement écrasant pendant les deux guerres mondiales. Cependant, à l'exception de quelques pays, comme l'Allemagne hitlérienne, c'est,

semble-t-il, surtout à partir de la fin de la deuxième guerre mondiale que, même en temps de paix et de façon durable, les dépenses militaires et la branche des armements, en particulier, représentent une part importante de la production et du revenu.

Aux Etats-Unis, dans la période 1925-1940, les dépenses de Défense Nationale n'ont jamais dépassé 1/5 du budget total, tandis que les dépenses civiles passaient de 3 % du Produit National Brut, en 1929, à plus de 8 % en 1939. Au contraire, dans la période 1946-1960, alors que le budget total n'atteint jamais moins de 15 % du P.N.B. (20 % en 1953), les dépenses militaires représentent 1/3 du budget de 1947 à 1950 et toujours plus de la moitié à partir de 1951 (70 % en 1953, soit 13,4 % du Produit National Brut) (1).

Actuellement, ces dépenses tiennent une place considérable dans la plupart des pays capitalistes avancés, tant en pourcentage du budget qu'en pourcentage du produit brut, du revenu national ou de la formation brute de capital fixe.

Dans les tableaux publiés en annexe d'un récent rapport d'experts des Nations Unies, on relève, pour les dépenses militaires budgétaires moyennes de 1957-1959 (2).

	Etats-Unis	Royaume-Uni	France
% du produit intérieur brut	9,8	6,5	6,2
% de la formation brute de capital intérieur fixe	58,3*	42,1	34,7

(*) Non compris les dépenses d'équipement d'Etat. Il faut noter que le produit intérieur considéré comprend les services et surtout qu'ici, comme plus haut, les dépenses militaires réelles sont supérieures à celles qui sont inscrites en tant que telles dans le budget.

Si les dépenses militaires ont ainsi progressé (3), la part relative des armements à l'intérieur de ces dépenses a tendu à s'accroître. Ainsi aux Etats-Unis c'est le développement des fabrications d'armements, aux techniques de plus en plus complexes, qui rend compte de la part élevée de la population active travaillant pour la guerre

(1) D'après Marcel Marantz « Dépenses d'armement et économie nationale. L'exemple américain » in *Revue française de sociologie*, avril-juin 1961. Pour cet auteur, ces dépenses n'ont pas, cependant, de rôle économique particulier important.

Il faut noter qu'en Europe occidentale, le poids des dépenses militaires a été plus lourd, avant 1940, qu'aux Etats-Unis.

(2) *Conséquences économiques et sociales du désarmement*, Nations Unies, 2 mars 1962. Polycopié. Annexe 2.

Rapport d'experts économiques des pays capitalistes, socialistes et sous-développés, comprenant des spécialistes comme W.W. Leontief, pour les E.U., V.Y. Boltin, pour l'U.R.S.S., A. Sauvy pour la France, etc.

(3) Pour 1954, on relève, en ce qui concerne les dépenses militaires :

	Etats-Unis	Royaume-Uni	France
% dans le budget	71*	28	39
% dans le revenu national	15,8	9,5	13,3

(*) A noter que 1954 représente une année de pointe, pour les Etats-Unis surtout. Pour 1959, on relève pour la part des dépenses militaires avouées dans le budget : E.U. : 59 %; R.U. 24 %; France : 29 %. (D'après M. Draguilev « La crise générale du capitalisme », Moscou 1960, p. 265).

D'après un autre auteur (Daniel Dollfus, « La force de frappe », Paris 1960) on relève

Année 1958	Etats-Unis	Royaume-Uni	France
% dans le revenu national	12,2	8,9	9

(4). Aux Etats-Unis tout particulièrement, mais ailleurs également, la part de la production d'armement dans la production industrielle est considérable.

Draguilev, dans la crise générale du capitalisme (ouvrage cité, p. 266) relève :

Etats-Unis	1950	1951	1952	1953	1954
% de la production de guerre dans l'industrie de transformation	8,3	16,0	20,3	20,9	20,4
% dans les principales branches de l'industrie lourde	16,6	30,5	38,3	38,3	39,0

Le même auteur estime qu'alors, environ 20 % de la production industrielle britannique étaient livrés aux forces armées nationales ou de l'O.T.A.N., et environ 10-11 % en France.

L'évolution de la répartition des dépenses militaires est également frappante.

Etats-Unis (milliards de dollars)	1939	1949	1958
Entretien du personnel des forces armées.	0,4	4,3	10,5
Dépenses d'armements	0,6	8,6	32,8

(D'après A. Betchine, « Les investissements après la guerre ». Recherches Internationales, *Aspects du capitalisme contemporain*, 1958, p. 167).

En France, les dépenses militaires se sont régulièrement accrues sous le régime gaulliste. Il convient d'ajouter, d'ailleurs, aux dépenses déclarées comme militaires dans le budget, celles très importantes qui, se rapportant à la guerre, sont néanmoins camouflées dans d'autres budgets que celui des Armées (5).

Avec la poursuite de la guerre d'Algérie, surtout depuis 1957, les fabrications de matériel lourd pour l'armée avaient été, semble-t-il, relativement négligées au profit des dépenses de munitions, de carburant, de matériel léger et au profit de dépenses d'entretien d'une armée de plus d'un million d'hommes (alimentation, textiles, cuirs, etc...). Ainsi, le rapport du budget militaire 1960 déplore que le budget soit essentiellement tourné vers l'entretien des effectifs et les opérations en Algérie, au détriment des dépenses de renouvellement des matériels. En réalité, le budget 1960 marquait déjà un tournant avec le début d'application de la loi-programme relative à la modernisation des équipements militaires et à la force de frappe. Son rapporteur reconnaissait que, si les crédits de paiement visaient surtout à l'entretien des effectifs et des opérations en Algérie, les autorisations de programme amorçaient la constitution de la force de frappe.

(4) Aux Etats-Unis, si en 1925 on compte en moyenne, pour 10 militaires, environ 15 civils travaillant pour la guerre, en 1947 on en compte 20 et de 1954 à 1958 : 25. Le nombre global des personnes « participant aux activités militaires » dépassait, au début de 1961, 8 millions de personnes, dont 2,5 de soldats et 1 million pour les effectifs civils de l'administration militaire (*La Vie Internationale*, mai 1961). Draguilev donne pour 1953 (année terminale de la guerre de Corée) : 10 millions 890.000 personnes pour les forces armées et la production d'armement (ouvrage cité, p. 269).

(5) Voir dans *Economie et Politique*, n° 93, avril 1962, p. 50, une évaluation approximative. Elle est reprise et complétée dans le tableau hors-texte.

Par rapport à 1959, les crédits de paiement concernant les équipements diminuaient même légèrement en 1960, mais les autorisations de programme pour ces mêmes équipements faisaient un véritable bond en avant, dépassant 7.000 millions de NF. En 1961, la progression a continué, avec plus de 8.000 millions. Pour 1962 nous n'avons que des chiffres provisoires, mais ils montrent que les autorisations de programme pour les équipements nouveaux ont dépassé encore plus nettement les 8.000 millions de NF.

BUDGET MILITAIRE DECLARE (en millions de NF.) (6)

	1959	1960	Différence 1959-1960	1961**	1962
Crédits de paiement de fonctionnement.	10.352	10.639	+ 287	11.386	11.698
d'équipement	6.018	5.895	- 123	5.340	5.846***
Autorisation de pro- gramme (équip.)..	4.872	7.058	+ 2.186*	8.083	8.475***

(*) De plus, sur les 4.872 millions, 250 étaient bloqués jusqu'au 1^{er} janvier 1960 et s'ajoutaient aux 7.058. Ce qui faisait passer de 4.622 à 7.308 avec une différence de 2.686.

(**) Situation définitive.

(***) Chiffres initiaux plus majoration de la loi rectificative de juillet (crédits de paiement : 5.601 + 245; Autorisation de programme : 6.828 + 1.647).

Il faut ajouter que parmi les dépenses de guerre non déclarées comme telles, la part des dépenses d'armement, pour la force de frappe, s'est très rapidement accrue (7).

Après la guerre d'Algérie, réduction des effectifs d'un côté, rôle croissant de la force de frappe et de l'application de la loi-programme de 1960, de l'autre, provoquent l'accroissement des dépenses d'armement, au profit des secteurs industriels les plus lourds et les plus modernes, ceux des monopoles les plus puissants. Le projet de loi de finance pour 1963, présenté à la presse par Giscard d'Estaing, prévoit une réduction des effectifs de 235.000 hommes — il évalue, modestement, l'économie qui en résulte à 1.350 millions de NF — mais, malgré cela, une augmentation nette des dépenses militaires avouées de 1.250 millions de NF.

On comprend que l'exposé publié dans le *Bulletin d'information des armées* du 20 septembre 1962, prévoyant des effectifs de 700.000 hommes environ, ait souligné : « Enfin les plans vont entraîner le développement de tous les secteurs industriels intéressés... À titre indicatif, le secteur engins blindés verra ses commandes sextuplées, celles des « armes spéciales » triplées, celles de l'atome de l'électronique, de la construction mécanique, de la construction aéronautique doublées » (8).

(6) Dans cet article, les chiffres concernant la France sont tirés, sauf mention expresse, du Journal Officiel, des « bleus » budgétaires, de la revue « Statistiques et Etudes Financières ».

(7) Ainsi, c'est dans le budget du Premier Ministre (et non dans celui des Armées) que se trouvent les subventions pour les réalisations atomiques (C.E.A., Usine de séparation des isotopes de l'uranium, etc...) : 1.064 millions de NF en 1962 contre 850 en 1961, les crédits pour « la recherche spatiale » créés en 1962 : 86,04 millions, etc.

(8) Cité dans « Le Monde » du 23-9-62 et « l'Humanité » du 22-9-62.

DEPENSES SE RAPPORTANT A LA GUERRE DANS LE BUDGET FRANÇAIS

1. BUDGET MILITAIRE OFFICIEL						1962 Total
Crédits votés après lois rectificatives	1957	1958	1959	1960	1961	
	13.640	14.500	16.438	16.513	17.234	
Prévisions officielles	1963: 18.794	1965: 19500	1979: 22.800			
Dépenses militaires officielles pour 1962						
Loi de finance	17.299					
dont : — dépenses ordinaires (fonctionnement)						11.698
— dépenses en capital (équipement)						5.601
plus : — loi rectificative de juillet (équipement)						245
Total provisoire (1)	17.544					17.544
2. DEPENSES SE RAPPORTANT A LA GUERRE DANS LES AUTRES BUDGETS						
Premier Ministre :						
— Etat-Major de la Défense Nationale						25,53
— S.D.E.C. (Contre-espionnage)						22,58
— Subventions pour les réalisations atomiques (2)						1.064
— Recherche spatiale (2)						86,04
Total	1.198,15					1.198,15
Dépenses prévues au début de l'année dans les budgets civils pour la guerre d'Algérie (en partie transférées par la suite)						
Dépenses décelables pour la répression (Affaires algériennes, Services civils en Algérie) (3)						597,64
Ministère de la Coopération (pays africains)						40
Pensions militaires (évaluations)						2.015
Anciens combattants						3.182
Dommages de guerre						1.044
TOTAL approximatif 1962						25.620,79
Réponse du Ministre des finances à G. Cogniot (Dépenses globales se rapportant à la guerre)						24.416

(1) Total provisoire qui sera, sans doute, augmenté par le collectif budgétaire de fin d'année.

(2) Pas uniquement pour la guerre. Mais aussi, nous ne tenons pas compte du fonds de développement de la Recherche scientifique et technique.

(3) Au-dessous des dépenses réelles prévues.

Dépenses d'armement et consommation d'État

Les dépenses d'armement se rattachent à l'ensemble de la consommation d'État. Celle-ci s'est considérablement développée depuis la fin de la première guerre mondiale et elle ne cesse de progresser en longue période. Des économistes bourgeois reconnaissent dans ce mouvement un caractère très important de l'économie capitaliste moderne (9) et les marxistes en font un des traits les plus marquants du capitalisme monopoliste d'État (10).

1) Financement de la consommation d'armement — Impôts et inflation

Par quoi est financée la consommation d'État ? Par l'impôt et l'inflation essentiellement. L'emprunt se ramène, pour son remboursement, à l'impôt et à l'inflation.

Economiquement, le produit de l'impôt et les moyens fournis par l'inflation se ramènent à de la plus-value. Pour les impôts payés par les capitalistes, c'est évident. Pour les impôts payés par les ouvriers, ils viennent en déduction de la valeur qu'ils reçoivent en échange de leur force de travail.

L'inflation a le même effet dans la mesure où elle résulte d'une émission de billets ou surtout d'autres moyens monétaires (crédit) pour assurer les paiements de l'État. Elle déprécie la monnaie et fait monter les prix, amputant, en conséquence, les revenus réels.

Cependant, même en cas de financement par l'impôt de la consommation du matériel de guerre, il pourrait, semble-t-il, y avoir inflation. Les ressources proviennent ici d'un prélèvement sur la valeur sociale produite et sa contrepartie monétaire. Il n'y a donc pas dans ce cas, en principe, augmentation absolue des moyens monétaires de la circulation. Cependant, les marchandises militaires, achetées par l'État, ne sont pas réintroduites dans la circulation marchande, mais sont consommées comme une production de luxe. Au contraire, dans le cas d'autres marchandises, la valeur des moyens de production consommés réapparaît dans leurs produits, et la valeur des moyens de consommation nécessaires dans la valeur de la force de travail. En conséquence, il y a, à chaque processus de production et de vente à l'État des matériels de guerre, ponction considérable de valeur sur le marché. Les moyens monétaires reviennent eux, au contraire, sur le marché (dont ils provenaient) pour les achats de moyens de consommation et de production

(9) Ainsi, Paul A. Samuelson écrit : « Dans l'intervalle d'un tiers de siècle, le total des dépenses gouvernementales des U.S.A. est passé de la bagatelle de 3 milliards de dollars en 1913, au chiffre de pointe temporaire d'environ 110 milliards de dollars en 1945. Chaque période d'alarme, chaque dépression élargit l'activité du gouvernement. Mais la période d'alarme passée, les dépenses ne reviennent jamais à leur niveau antérieur. Et l'on n'entrevoit pas la fin de ce processus », « Economics », Mc Graw-Hill, 3^e éd., p. 6).

(10) Par exemple Y. Ostrovitianov et V. Tchepnikov, dans leur article « Le révisionnisme devant le capital monopoliste d'État » (*Nouvelle Revue Internationale*, octobre 1958, p. 92). Cette caractérisation se rattache à une définition descriptive du capitalisme monopoliste d'État, énumérant un certain nombre d'aspects visibles du fonctionnement. D'autres, suivant Lénine, situent le capitalisme monopoliste d'État dans le développement capitaliste (cf. Lénine : « La préparation matérielle la plus complète du socialisme », etc...), ainsi O. Kuusinen dans la *Nouvelle Revue Internationale*, avril 1960 : « Tendances et perspectives du capitalisme monopoliste contemporain », p. 78. Pour un essai de précision de la définition dans le développement, voir, par exemple, notre article dans « Economie et Politique », avril et mai 1961. Il insiste sur l'action de l'État, au service des monopoles, sur les rapports de circulation, de répartition et de consommation

Les transformations dans ces trois domaines (que l'on retrouverait à la fin de chaque stade du capitalisme) sont nécessitées par la pression des forces productives sur l'ensemble des rapports de production et préparent les bases de la révolution totale de ces rapports. Ce qui manque c'est une définition unissant dans une même nécessité tous les aspects du fonctionnement (et non les énumérant) et les situant dans le développement.

du secteur des armements. Ponction de valeur d'un côté, maintien de sa contrepartie monétaire de l'autre, il pourrait y avoir ici la source d'une pression inflationniste, l'inflation résultant toujours d'un accroissement relatif des moyens monétaires, tel qu'ils dépassent les besoins de la circulation sociale.

Dans un premier stade, le prélèvement de l'Etat peut compenser les achats du secteur des armements. Du moment qu'il y a prélèvement, il y a moins de possibilités de consommation pour ceux qui sont imposés et la différence revient au secteur des armements. Mais, dans un second stade, la valeur des armements disparaît du marché (contrairement aux valeurs des autres produits) alors que les moyens monétaires qui ont permis de les acheter y demeurent. L'inflation n'est certes pas automatique et dépendrait, si l'hypothèse en était vérifiée, de l'importance de l'accroissement de valeur de la production sociale, étant donné qu'il y a, normalement, reproduction élargie. Dans le cas de la reproduction simple, ou si l'accroissement de valeur de la production était inférieur à la ponction de valeur, il y aurait accroissement relatif des moyens monétaires par rapport aux valeurs en circulation et inflation.

Le développement du capitalisme pousse, depuis longtemps, en raison de la socialisation croissante des forces productives, à l'utilisation par le capitaliste individuel de la plus-value produite dans toute la société. Déjà le profit moyen, qui apparaît après le stade manufacturier, est fondé sur cette plus-value sociale. Il est lié au crédit (11) dont le développement mobilise, par les banques, une partie de la plus-value produite dans la société (12). Le capitalisme monopoliste, par les transferts de plus-value des prix de monopole, mobilise une partie de la plus-value sociale au profit des monopoles. D'ailleurs, les prix élevés de monopoles semblent pouvoir contribuer à la pression inflationniste. (13)

L'intervention actuelle de l'Etat dans la répartition (impôts, subventions, etc.) et dans la circulation (par le cours forcé des billets et l'inflation, le crédit d'Etat, etc.) redistribue la plus-value au profit des monopoles les plus puissants. Avec la propriété d'Etat, elle constitue le point ultime de la mise au service des capitalistes privés de la plus-value sociale, de la socialisation capitaliste de la plus-value. Le point d'aboutissement de la tendance est, en effet, l'appropriation sociale de tout le surproduit social, mais il suppose la révolution socialiste : l'appropriation collective des moyens de production.

En ce qui concerne les productions pour la force de frappe, bien que les dépenses soient couvertes par l'Etat, par les ressources sociales, les nouvelles branches de production ne sont pas propriété d'Etat et les investissements nouveaux se déve-

(11) Marx souligne : « La division de la plus-value — qui en premier lieu doit nécessairement se trouver toujours dans les mains du capitaliste industriel — en diverses catégories, dont les représentants apparaissent aux côtés du capitaliste industriel le propriétaire foncier (pour la rente du sol), l'usurier (pour l'intérêt) et le gouvernement et ses fonctionnaires, les rentiers, etc... ». Il poursuit : « Ces gaillards apparaissent vis-à-vis du capitaliste industriel comme acheteurs, et en cela ils semblent monnayer ses marchandises : pour leur part, ils mettent eux aussi « de l'argent » en circulation et le capitaliste industriel le reçoit d'eux. Mais on oublie toujours d'où ils l'ont tiré primitivement et d'où ils continuent toujours à le tirer de nouveau » (*Le Capital*, L. II t. 2, p. 73).

(12) Evoquant les conditions de l'égalisation du taux de profit, Marx écrit : « Il suppose le développement du système de crédit qui, face aux capitalistes isolés, concentre la masse inorganique du capital social disponible » (*Le Capital*, L. III, t. 1, p. 211).

(13) « Abstraction faite du système des actions — qui est une abolition de l'industrie capitaliste privée sur la base même du système capitaliste... —, le crédit offre au capitaliste particulier ou à celui qui passe pour tel, la disposition absolue, à l'intérieur de certaines limites, de capital d'autrui, de propriété d'autrui, et par conséquent du travail d'autrui. La disposition du capital social et non pas privé lui permet de disposer du travail social » (*Le Capital*, L. III, t. 2, p. 104). Evoquant ensuite l'expropriation capitaliste des moyens de production, Marx souligne : « Cette expropriation se présente sous une forme contradictoire en tant qu'appropriation par quelques-uns de la propriété sociale » (*Ibid.*, p. 105).

loppent dans les entreprises de quelques trusts, qui en ont le monopole de fait (14).

C'est le cas de l'industrie atomique, dont le programme du Parti communiste, pour une démocratie véritable, réclame la nationalisation. L'étatisation constitue, pour les capitalistes, une solution extrême à laquelle ils ne se résignent que contraints et forcés, sous la pression économique ou politique bien qu'elle représente un moyen de mettre au service des monopoles le travail social. Les monopoles ne veulent pas, évidemment, se priver de la source importante de profit que constituent les nouvelles industries d'armement. En général, entre l'Etat et les monopoles, le capitalisme monopoliste d'Etat divise au maximum les tâches, laissant le plus de frais possible à l'Etat et le plus de profit possible aux monopoles. L'Etat intervenant dans la circulation, la répartition et la consommation, cela peut entraîner un développement de sa propriété, mais la propriété et la direction des entreprises restent, *autant que possible*, privées. Le Commissariat à l'Energie Atomique, doté à l'origine de privilèges exclusifs, avait commencé à intéresser l'industrie privée à son action, en créant des sociétés mixtes. Puis les monopoles ont mis la main sur l'industrie atomique. Ce sont ces groupements privés qui reçoivent les commandes pour la force de frappe (15). Evidemment, quand les installations nouvelles coûtent extrêmement cher, tout en ne rapportant encore rien, elles sont produites pour le compte de l'Etat, comme l'usine de Pierrelatte (16).

Cependant, d'une façon générale, dans le cadre de l'application de la loi-programme de 1960, il a été prévu de liquider au maximum le secteur industriel d'Etat concernant les armements. Dès le 11 avril 1961, un Conseil interministériel décidait de supprimer un certain nombre d'établissements dépendant de la Direction des Etudes et Fabrications d'Armements. On sait aussi que l'avionneur privé Dassault se taille la part du lion dans les commandes de l'Aviation au détriment des sociétés nationalisées. C'est pourquoi, le rapporteur du budget militaire 1962 pouvait déclarer : « Les structures économiques des moyens de production d'armements sont en pleine évolution. Jadis, les forces armées assuraient une grande partie de leur équipement dans des établissements leur revenant en propre. Elles ont maintenant de plus en plus besoin de faire appel aux entreprises industrielles du secteur civil privé ou nationalisé ».

2) Effets sur les profits du marché d'Etat

Le marché extraordinaire qu'est le marché d'Etat présente des particularités très intéressantes pour les monopoles. Il permet de lutter contre la tendance à la baisse du taux de profit et d'augmenter encore plus vite la masse du profit.

Tout d'abord, la vente de marchandises à l'Etat accélère la rotation du capital, rotation dont la durée comprend, comme on le sait, le temps de circulation et le temps de production.

Marx a montré combien le taux de profit est amputé par le temps de circulation (17) et aussi par les frais de circulation. Or la consommation d'Etat, reposant sur des commandes préalables à la production, réduit, en général, à néant le temps

(14) Avec parfois participation de capitaux d'Etat ou nationalisés, et surtout de capitaux étrangers. (Cf. D. Ollivier, « La force de frappe et les sociétés financières ». « Economie et Politique », janvier 1961).

(15) Un article sur Pierrelatte du *Monde* du 27 juin 1962, souligne « un principe dont on ne devait pas ensuite se départir; le Commissariat confierait à l'industrie privée le plus grand nombre possible de tâches, se réservant la direction des travaux et les recherches fondamentales ».

(16) Aux Etats-Unis, les usines atomiques sont restées propriété gouvernementale jusqu'en 1954, bien que profitant aux trusts par leurs commandes, etc. Une fois terminées les énormes dépenses de mise en route, en août 1954, le Congrès votait une loi en vertu de laquelle les usines étaient remises à des personnes privées.

d'attente sur le marché des produits consommés, première partie du temps de circulation. En outre, les frais engagés pour faire admettre le produit sont limités par rapport aux très coûteuses dépenses de publicité actuelles. Les intermédiaires, commerçants, sont éliminés, ainsi que l'amputation du profit industriel par le profit commercial.

Cette réduction du temps et des frais de circulation permet aussi de lutter contre l'effet sur le taux de profit annuel de la longueur des temps de production (18), particulièrement importante pour les productions les plus modernes (19). Contre cet effet joue aussi la pratique du paiement par tranches (20).

Ces avantages sont particulièrement importants pour les branches de production concernées par les armements, l'industrie des biens d'équipement, notamment, où la composition organique du capital est particulièrement élevée et où la durée de mise au point et de fabrication des produits, civils ou militaires, s'est considérablement allongée (21).

Une autre conséquence de cet allongement, dû aux forces productives modernes, est la nécessité d'un débouché stable sur une longue période. Les commandes d'armement peuvent garantir cette stabilité pour les monopoles, substituant au marché classique, la production pour un client unique, l'Etat, dont les moyens de paiement sont à l'échelle sociale et qui peut dresser un plan de consommation pour une longue durée. Les programmes à long terme d'armement sont particulièrement appréciés par les monopoles qui en bénéficient. La loi-programme de 1960 sur les équipements militaires prévoit des commandes établies sur dix ans, en deux périodes quinquennales, 1960-1964 et 1965-1969 (22). Les profits sont ainsi garantis (23).

(17) « Plus la période de circulation équivaut à zéro ou se rapproche de zéro, plus aussi le capital fonctionne, plus on voit grandir sa productivité, sa mise en valeur par lui-même. La période de circulation se rapproche par exemple de zéro lorsque un capitaliste travaillant sur commande, son produit se paie à la livraison et se paie sous la forme des propres moyens de production de ce capitaliste » (*Le Capital*, L. II, t. 1, p. 115).

(18) « Les capitaux déboursés étant légaux, la différence dans la durée de l'acte de production doit produire évidemment une différence dans la rapidité de la rotation » (*Le Capital*, L. II, t. 1, p. 211).

(19) Le ministre Messmer, dans son article de la *Revue des Deux Mondes*, du 15 février 1962, « L'Armée de demain », insiste sur la longueur de la mise au point des matériels modernes. * Il faut au moins 5 ans pour étudier, dessiner, construire, essayer un porte-avion ou un nouveau type de char de combat ou de bombardier, matériels relativement « classiques ». Les armes et les équipements faisant appel à des techniques plus avancées exigent des délais encore plus longs : la construction d'une usine de séparation des isotopes de l'uranium, nécessaire à la fourniture du combustible nucléaire utilisé pour les sous-marins et les navires de surface à propulsion atomique, nécessaire aussi pour la fabrication des bombes thermonucléaires, dure de 6 à 8 ans; la mise en service d'un engin balistique intercontinental (d'une portée supérieure à 10.000 kms) exige des délais comparables » (art. cité, p. 481-482).

(20) Marx avait déjà remarqué, dans des conditions différentes : « Tant que le développement de la production capitaliste est peu considérable... les produits dont la réalisation exige une longue période de travail ne sont fabriqués grâce à la fortune du capitaliste lui-même que pour une part minime. Le particulier, par exemple, qui fait construire une maison fait des avances successives à l'entrepreneur; il paie donc la maison peu à peu au fur et à mesure que les travaux avancent » (Ibid., p. 215). Il note aussi, dans la même page, la construction aux frais de l'Etat des routes et des canaux qui réclament une longue période de travail. Il compare, dans le même chapitre, le jour de production des filés de coton, les trois mois d'une locomotive, l'année (ou les années) d'un cuirassé.

(21) Ces allongements sont au moins aussi importants pour les secteurs civils. Cf. *Pierre Beauchet*, « L'expérience française de planification », Paris 1958, p. 27-28).

(22) L'exposé des motifs de la loi souligne l'importance des « investissements » et la nécessité de « connaître assez longtemps à l'avance le volume des commandes ». Il précise : « Ce besoin d'un programme à long terme, particulièrement ressenti dans les constructions aéronautiques et l'industrie électrique, l'est encore plus en ce qui concerne l'élaboration des armes nucléaires » (J.O. - *Documents de l'Assemblée Nationale*, 16 juin 1961, p. 397).

(23) Ils peuvent l'être même dans le cas d'une commande de projet. Par exemple, le C.E.A. a engagé « concurremment dans les études de Pierrelatte un nombre très important d'entreprises. Mais cela n'a été possible qu'en promettant aux firmes dont les solutions ne seraient pas retenues, qu'elles seraient de toutes manières intéressées à la fabrication du matériel ou des produits nécessaires à l'usine » (*Le Monde*, 27 juin 1962).

Les contrats sont signés dans les conditions les plus avantageuses pour les capitalistes (24), les relations personnelles avec l'Etat se substituent à la concurrence sur le marché (25). Enfin, les prix élevés de monopole peuvent tout particulièrement être pratiqués sur le marché d'Etat. Celui-ci n'achète pas selon les règles de l'acheteur capitaliste et il est sensible à l'argument du « coût spécifique » et des « imprévus », d'autant plus qu'il s'agit de commandes « nécessaires » à la défense nationale et que ces arguments trouveront des cautions de poids dans l'appareil d'Etat (26). Ces prix sont fixés, compte tenu d'un amortissement accéléré des capitaux fixes au-delà de la réalité, ce qui constitue un moyen important d'augmenter le taux de profit, d'autant plus que ces sommes sont dégrévées d'impôts.

Presque tous ces avantages sont valables pour toutes les productions achetées par l'Etat, mais ils sont plus particulièrement sensibles pour les armements (27).

3) Dépenses non rentables mais nécessaires aux profits

La consommation d'Etat concerne traditionnellement des dépenses nécessaires au fonctionnement de l'économie, mais non rentables selon le mode capitaliste privé, par exemple, dans le domaine des transports et communications. Le besoin de pareilles dépenses s'est accru de façon inouïe, en raison des exigences des forces productives, montrant que le capitalisme a fait son temps. C'est dans les domaines concernant également les conditions de vie des masses, comme l'enseignement, la santé et le logement, que ces dépenses sont d'une insuffisance particulièrement criante par rapport aux besoins. Elles sont d'ailleurs amputées par les dépenses militaires qui permettent de hauts profits pour les trusts.

L'Etat pense aussi utiliser les dépenses militaires pour suppléer l'initiative capitaliste défaillante et financer le progrès technique à l'intérieur même de certains grands monopoles. Ici, les dépenses sociales servent à l'équipement privé, à développer les capitaux et les profits des trusts. Cet aspect de l'intervention de l'Etat s'est déjà beaucoup accru au lendemain de la deuxième guerre mondiale, en liaison avec les nécessités de la reconstruction et de la modernisation, avec notamment les prêts du Fonds de modernisation et d'équipement et surtout, ensuite avec le F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social) qui attribue des fonds publics à des conditions très avantageuses. Mais avec la révolution technique actuelle, dans certains secteurs, se rattachant à l'électronique, aux fusées, à l'atome,

(24) A propos du *Spirale III*, on lit dans *Libération* des 7-8 juillet : « Début mai, Marcel Dassault a reçu de l'Etat la lettre de commande pour deux prototypes précédant le contrat de série. A cette époque, Marcel Dassault n'avait pas encore fourni au Ministère des Armées les clauses techniques concernant le « Spirale III » pour l'élaboration du contrat. L'administration a dû protester — faiblement il est vrai : L'ingénieur en chef, chargé à cette occasion d'arrondir les angles entre la firme et le Ministère, est M. André Etesse. Avant d'être embauché par Dassault, celui-ci appartenait il y a deux ans encore, au Service des Marchés de la Production aéronautique relevant dudit Ministère... Si le contrat n'était pas signé, l'Etat dédommagerait néanmoins Marcel Dassault à 70 % des frais engagés dans la construction des deux prototypes de l'avion-postiche. La résiliation est considérée par le Ministère comme une mauvaise opération car, dans ce cas, le constructeur force la note au maximum. Le boulon d'acier est facturé au prix du boulon d'or ».

(25) On sait que, par exemple, de nombreux représentants des monopoles intéressés par l'industrie atomique sont entrés dans les divers comités de direction du Commissariat à l'Energie Atomique : Raoul de Vitry (Péchiney), Maurice Ponte (C.S.F.), Henri Lafond (Banque de l'Union Parisienne). D'autres administrateurs ou directeurs du C.E.A. sont liés personnellement à l'oligarchie financière, comme Pierre Tarranger, lié à la Banque de l'Union Parisienne, Bertrand Goldsmidt, dirigeant les programmes généraux du C.E.A. et les relations extérieures, marié à une fille Rothschild.

(26) Voir les changements du coût de l'usine de Pierrelatte qui, coûtant à l'origine 1.250 millions de NF, est passée à 3.500 millions en mars 1962, puis à 4.536 millions en juillet avec prévision de hausse de 15 %.

(27) Dans le cas des prototypes, la composition organique du capital est abaissée, relevant le taux de profit, car, ces productions sont des « gouffres d'heures ».

etc., non seulement les dépenses à engager pour la modernisation sont énormes, mais surtout, dans l'immédiat, leur rentabilité capitaliste est nulle. Le profit serait amputé par elles de façon dangereuse, sinon intolérable (28).

Aussi, par les dépenses nouvelles d'armement, l'Etat peut financer entièrement (et non pas seulement en attribuant des crédits) la rénovation technique des monopoles, qui, livrés à eux-mêmes, auraient beaucoup plus de difficultés à le faire ou en seraient incapables. Les promoteurs de la force de frappe insistent beaucoup sur la création d'une « infrastructure industrielle moderne », sans voir qu'ils accusent d'incapacité le mode capitaliste de développement technique dans des conditions normales.

La loi-programme de 1960 proclame la nécessité de mettre en place une « infrastructure industrielle aux caractéristiques nouvelles, capable de réaliser les armements nucléaires et les vecteurs ». Son rapporteur estimait à 60 % la part des dépenses pour la recherche et les engins spéciaux, concernant la création d'une infrastructure industrielle. Un autre rapporteur prétendait en 1960 : « Les dépenses inscrites dans la loi-programme pour l'atome et pour les engins sont donc nécessaires sur le strict plan technique ».

Mais le rapporteur du budget militaire 1962 soulignait l'incapacité des capitaux privés, en déclarant : « Un grand nombre de recherches entreprises pour l'armée profitera dans l'avenir à la production des secteurs civils. Seuls les besoins de la défense pouvaient permettre de commencer ces recherches. En effet, l'amortissement quasi impossible des premiers investissements dans ces secteurs aurait découragé les capitaux privés ». Et M. Messmer, voulant légitimer la nouvelle course aux armements, dans son article de la *Revue des deux Mondes*, avoue encore plus nettement les contradictions du régime, l'incapacité et le parasitisme des monopoles. « En mettant l'accent — écrit-il — sur les recherches avancées pour la réalisation de l'armement nucléaire et de ses secteurs, le budget militaire est conduit à financer des travaux scientifiques ou des réalisations industrielles qu'aucune entreprise privée n'accepterait de conduire sur ses propres fonds et que les administrations civiles ne pouvaient pas mener avec des moyens comparables, si même elles en avaient l'intention... Les programmes militaires sont pour notre pays un élément irremplaçable de progrès scientifique, technique et industriel » (art. cité, p. 492).

Cependant, lors du débat de juillet 1962 sur la force de frappe, le journal *Les Echos* insistait sur le soulagement des finances des trusts : « L'industrie française est d'autant plus préparée à accueillir favorablement les crédits gouvernementaux pour la force de frappe que les études, travaux et expériences qu'ils provoqueraient correspondent à des dépenses qu'en tout état de cause les entreprises intéressées par ses secteurs sont amenées à faire ».

« Les techniques que la stratégie et les matériels atomiques mettent en jeu sont les techniques mêmes du progrès industriel : automatisation, fusion nucléaire, traitement de l'information, matériaux nouveaux, résistance aux grandes vitesses et aux hautes températures » (*Les Echos*, 10 juillet 1962).

Les crédits d'armement comportent une part grandissante de dépenses dites

(28) M. Palewski, ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, a souligné récemment l'insuffisance de la recherche technique dans l'industrie Française. Après avoir insisté sur l'aide directe de l'Etat à la recherche des entreprises, il a ajouté que les services intéressés étudient des mesures pour stimuler la recherche propre des firmes, notamment des avantages fiscaux et « une garantie » contre « les conséquences de l'échec » (*Le Monde*, 7 novembre 1962).

d'études et de recherches (29). Cependant, outre qu'il s'agit d'une forme du parasitisme des trusts, ces changements, mis en avant avec complaisance par des milieux officiels comme une nouveauté bénéfique, ont d'autres aspects négatifs.

Ainsi, ils ont déjà caractérisé les dépenses militaires des Etats-Unis. Les experts de l'O.N.U. écrivaient, dans leur étude citée de mars 1962 : « la moitié environ de l'effort de recherche et développement aux Etats-Unis est financé par le budget militaire... Dans ce pays, les dépenses de recherche et de développement sont de 6 à 7 fois plus élevées pour chaque dollar de demande finale dans le secteur civil » (*Conséquences économiques et sociales du désarmement*), rapport cité, p. 57). Les experts notaient aussi : « En fait, l'une des principales raisons de l'utilisation encore très insuffisante de la recherche scientifique dans le secteur civil est la pénurie de personnel hautement qualifié et la mobilisation de celui-ci pour les besoins militaires » (*Ibid*, p. 58).

Ainsi se manifeste le caractère contradictoire de ces dépenses, même du simple point de vue du progrès technique. Même quand il y a parenté des problèmes et des besoins, les travaux sont en grande partie différents suivant qu'ils concernent tels produits civils ou tels autres militaires (30). Il y a ainsi un gaspillage considérable de ressources. En France, les recherches et applications industrielles dans le domaine atomique, jadis orientées vers la production d'énergie électrique, sont de plus en plus étroitement soumises à la bombe. L'aéronautique et l'électronique civiles sont sacrifiées au profit des matériels de guerre. De plus, des secteurs entiers d'intérêt vital sont négligés (31).

La pénurie du personnel scientifique est particulièrement aigue en France, elle rend plus graves les transferts opérés par la force de frappe. Le rapporteur de la loi-programme de 1960, glorifiant la création de nombreux emplois de chercheurs et d'ingénieurs pour les fabrications de guerre, est obligé de reconnaître : « Cela présente d'ailleurs un certain danger dans la mesure où l'attrait de ces secteurs nouveaux risquerait de détourner notre élite technique des activités industrielles déjà touchées par la pénurie de cadres ». La recherche fondamentale souffre d'une pénurie encore plus grande. Or il s'agit ici de recherche appliquée, d'application technique et industrielle, de « développement » (32).

Cependant, l'Etat prend en charge, ainsi, des dépenses qui étaient faites par les firmes elles-mêmes. D'autre part, s'il exerce cette action de préférence dans le

(29) En ce qui concerne les « Services communs » des Armées, on assiste à la progression suivante pour les dépenses d'études et prototypes :

1960.....	496 millions de NF
1961.....	848 » » »
1962.....	1.045 » »

Pour toutes les dépenses militaires déclarées comme telles se rapportant aux « études, recherches et prototypes » : 1.096 millions dépensés en 1961 et 1.577 prévus pour 1962. Nous ne faisons pas intervenir les investissements dits « techniques et industriels ». Mais il faut ajouter les dépenses de guerre déjà citées du budget du Premier Ministre, qui sont en grande partie des dépenses de recherches et développement : Subventions pour les réalisations atomiques : 1961 : 850 millions; 1962 : 1.064 millions. Recherches spatiales (créé en 1962) : 86 millions. Sans compter le fonds de développement de la recherche scientifique et technique.

(30) De plus, comme l'écrit *Le Monde* du 7 novembre 1962, « un secret parfois injustifié pèse encore sur nombre des études entreprises sous l'égide du ministère des Armées, et paralyse cette libre circulation des informations qui constitue une des conditions du progrès ».

(31) « Chez les grandes puissances, l'effort national de recherche et de développement est actuellement orienté en grande partie vers des fins militaires. Si les dépenses relatives à la défense nationale étaient complètement supprimées, d'importantes ressources pourraient être affectées aux recherches et au développement dans le secteur civil. Le désarmement permettrait d'encourager les programmes de recherche scientifique de base dans des domaines qui ont été négligés jusqu'ici et de mobiliser un plus grand potentiel scientifique pour la solution de quelques-uns des problèmes mondiaux les plus graves qui se posent dans des domaines comme la médecine, le développement urbain et la réorganisation urbaine, et les problèmes techniques particuliers au développement économique des pays sous-développés ». (Rapport de l'O.N.U. cité, p. 28).

(32) Le journal *Les Echos*, du 10 juillet, souligne à propos de la force de frappe : « Aujourd'hui, l'essentiel des travaux de laboratoire se situe au niveau de la technologie ».

domaine des fabrications de guerre, c'est en raison de leurs implications politiques, mais aussi de leurs caractères économiques particuliers.

Production d'armements et consommation parasitaire

1) Dépenses parasitaires

Pourquoi M. Messmer, après avoir invoqué l'incapacité des monopoles privés, déclare-t-il que les administrations civiles ne pourraient pas, elles aussi, financer des travaux de recherches et d'équipement pacifiques dans les nouveaux domaines ?

Certes, l'armée a l'habitude de distribuer des commandes aux entreprises privées, tout en coordonnant leurs travaux de mise au point, pour ses matériels. Mais, l'E.D.F., par exemple, pourrait aussi faire ce genre de travail, en collaboration avec le C.E.A. Il faut, surtout, faire intervenir la nature militaire des objectifs poursuivis. D'une part, les raisons de politique intérieure (réaction et militarisation) et de politique extérieure (guerre froide et politique belliciste gaulliste) sont très fortes pour pousser à la course aux armements. Elles sont utilisées pour justifier des crédits considérables, qu'il faut employer de la façon la plus profitable aux monopoles. D'autre part, la production finale des nouveaux moyens de production a tous les avantages économiques capitalistes des fabrications de guerre.

Il y a en effet une différence fondamentale entre la consommation (et les subventions) d'Etat concernant les fabrications pacifiques et celles concernant les matériels de guerre.

Ainsi, dans le cas de subventions ou de crédits à l'équipement pacifique, l'accroissement des capacités de production des trusts pose le problème angoissant des débouchés pour les nouveaux produits et rend encore plus aiguës les difficultés d'écoulement de la production (33). Au contraire, l'augmentation des moyens de production concernant les matériels militaires correspond à des commandes accrues et des fabrications en série des nouveaux produits.

Quant aux commandes de marchandises par les secteurs pacifiques de la consommation d'Etat, par exemple pour la santé publique, l'Education nationale, la Recherche scientifique ou pour la construction de logements financés par des crédits publics, leur accroissement est nécessité par le progrès des forces productives et les besoins de la force de travail notamment, mais il faut les limiter le plus possible. En effet, si ces dépenses répondent aux intérêts des masses, elles sont beaucoup moins profitables aux grands monopoles que les commandes d'armements.

Souvent, ce ne sont pas les mêmes trusts qui sont intéressés, les entreprises du bâtiment par exemple, au lieu des géants des industries mécaniques électrotechniques et chimiques. Ensuite, une partie importante des dépenses accrues dans ces domaines (enseignement, santé, recherche) revient aux personnels. En dernière analyse, les marchandises consommées par ces travailleurs n'offrent pas de débouchés aussi garantis et concernent surtout différentes industries de biens de consommation. Enfin, ces dépenses peuvent profiter à l'ensemble des travailleurs et non aux trusts. Une partie plus grande de la plus-value sociale prélevée par l'Etat leur revient. Ce retour n'existe pas pour les productions de guerre.

(33) La production d'électricité d'origine atomique est, par exemple, freinée par les perspectives d'importation des produits pétroliers.

La consommation des matériels militaires, inutile à la vie, est véritablement parasitaire. Elle se rapproche de la consommation de produits de luxe par les capitalistes, offrant par surcroît des débouchés garantis aux monopoles les plus puissants de l'industrie de moyens de production. Ces biens analogues par leur nature aux équipements productifs ne servent pas, cependant, à la production et n'accroissent pas les risques de surproduction.

La plus-value à laquelle se ramènent les moyens financiers de l'Etat est consommée comme revenu, de façon improductive. Les valeurs que représentent les fabrications militaires, comme les biens matériels que leur production a consommés, sont soustraits du procès de reproduction (34).

D'autres dépenses qui peuvent paraître amputer également les valeurs et les biens utilisables pour la reproduction, comme les dépenses d'enseignement ou même celles de loisirs, sont en réalité nécessaires à la reconstitution et au développement de la force de travail et des forces productives, dans les conditions historiques actuelles.

L'accroissement des dépenses d'armement augmente considérablement la part du produit social qui n'entre pas de nouveau, directement ou indirectement, dans la reproduction. Il participe, comme celui de l'ensemble des dépenses militaires, au gonflement formidable des consommations parasitaires du capitalisme monopoliste d'Etat, avec les dépenses de luxe en biens et services, celles de la publicité et des intermédiaires parasitaires de cette économie de gaspillage.

Cependant, les branches de production concernées sont, en grande partie, celles des moyens de production, ou des secteurs industriels les plus nouveaux qui leur sont liés, ou encore des branches de la section des moyens de consommation concernant des biens mécaniques. Elles sont ainsi très différentes des branches traditionnelles de l'industrie de luxe, peu consommatrices de matière et de moyens, mais utilisant beaucoup de main-d'œuvre. Il y a, en quelque sorte, transfert d'une partie de la section I vers la section II.

Dans tous les cas, il y a destruction d'une partie importante du capital. Une partie de la plus-value n'est pas accumulée, transformée en capital, constant ou variable, mais consommée de façon improductive, détruite comme capital, pour la société du moins. Déjà, caractérisant la guerre du point de vue économique, Marx pouvait écrire : « ...la guerre c'est sur le plan économique comme si la nation jetait à l'eau une partie de son capital... (35). Les moyens qui ne servent qu'à la guerre représentent aussi une telle destruction.

2) Production de guerre et mise en sommeil du capital

Emettons l'hypothèse du rattachement de ce nouveau développement de la production d'armement à la « mise en sommeil du capital », analysée et prévue par Marx dans le livre III du *Capital*, dans le cas d'une surproduction de capital.

« Si le capital accru ne produisait qu'une masse de plus-value tout au plus égale et même moindre qu'avant son augmentation, alors il y aurait surproduction

(34) Au contraire, la consommation des moyens de production fait reparaître leur valeur dans les marchandises produites. La valeur des biens de consommation reparaît dans la valeur de la force de travail et leur valeur d'usage dans celle de la force de travail qui peut reproduire sa propre valeur plus un supplément.

(35) Archives de Marx et d'Engels, t. IV, 1935, p. 29 — cité dans Draguilev, ouvrage cité, p. 269.

absolue de capital (36). Il devrait y avoir dans tous les cas mise au sommeil d'une partie de l'ancien capital. Il cesserait d'agir en sa qualité de capital, dans la mesure où il doit fonctionner et se mettre en valeur en tant que capital... Pour la classe capitaliste la perte est inévitable. Mais savoir quelle part chaque individu en supportera, si même il doit en prendre sa part, c'est affaire de force et de ruse... La solution implique une mise en sommeil et même une destruction partielle de capital d'un montant de valeur équivalent à tout le capital additionnel ΔC ou au moins à une fraction de ce dernier » (L III, t. I, p. 264, 265, 266).

Il poursuit, précisant la surproduction absolue :

« Mais même dans l'hypothèse extrême que nous avons émise de surproduction absolue de capital, il n'y aurait pas en fait surproduction absolue tout court, surproduction absolue de moyens de production. Il n'y a surproduction des moyens de production que dans la mesure où ceux-ci font office de capital, et partant, impliquent — par rapport à leur valeur qui s'est gonflée avec leur masse — une mise en valeur de cette valeur, dans la mesure où ils doivent créer une valeur additionnelle.

Mais il y aurait néanmoins surproduction, parce que le capital deviendrait incapable d'exploiter le travail au degré voulu... cette exploitation devrait... exclure la possibilité de voir le taux de profit baisser dans la même proportion qu'augmenterait le capital, ou même de le voir baisser plus vite que ne s'accroîtrait le capital ».

Puis il évoque la surproduction pour ainsi dire relative du capital, en cas de chute profonde du taux de profit (liée à la baisse tendancielle du taux de profit), et l'exportation corrélatrice des capitaux. « ...si ce degré d'exploitation tombe au-dessous d'une certaine limite, cette chute provoque des perturbations et des arrêts de la production capitaliste, des crises, une destruction de capital. Il n'y a pas de contradiction dans le fait que cette surproduction de capital s'accompagne d'une surpopulation relative plus ou moins grande... Les ouvriers en surnombre ne sont pas employés par le capital en excédent en raison du faible degré d'exploitation du travail auquel on pourrait seulement les employer, ou du moins en raison du faible taux de profit qu'ils fourniraient pour un degré d'exploitation donné.

Si on exporte des capitaux, ce n'est pas qu'on ne puisse absolument les faire travailler dans le pays. C'est qu'on peut les faire travailler à l'étranger à un taux de profit plus élevé. Mais ces capitaux constituent un excédent absolu de capital pour la population ouvrière occupée et plus généralement pour le pays en question. Ils existent sous cette forme à côté de la population en excédent relatif, et cet exemple montre comment les deux phénomènes peuvent coexister et se conditionner réciproquement » (L III, t. I, p. 268).

Nous avons déjà émis, ailleurs, l'hypothèse de l'apparition de cette surproduction de capital, à l'échelle sociale, et de la nécessité de la mise en sommeil, pour

(36) Auparavant, il précise : « surproduction de capital... signifie donc simplement suraccumulation de capital. Pour comprendre cette sur-accumulation... il suffit de supposer qu'elle est absolue... Et il s'agit ici d'une surproduction qui... engloberait tous les secteurs de production.

Il y aurait surproduction absolue de capital dès que le capital additionnel destiné à la production capitaliste égalerait 0. Or la fin de la production capitaliste, c'est la mise en valeur du capital; c'est-à-dire l'appropriation de surtravail, la production de plus-value, de profit. Donc, dès que le capital aurait augmenté par rapport à la population ouvrière dans des proportions telles que ni le temps de travail absolu, que fournit cette population, ne pourrait être prolongé, ni le temps de surtravail relatif étendu... donc si le capital accru ne produisait qu'une masse de plus-value tout au plus égale et même moindre qu'avant son augmentation, alors il y aurait surproduction absolue de capital. » (L. III, t. I, p. 264.)

expliquer la naissance du capitalisme de monopole et son développement en capitalisme monopoliste d'Etat (37).

La production de guerre massive serait une autre forme possible de la mise en sommeil du capital, dans la mesure où une partie du capital nouveau est finalement détruite, sous forme de consommation de biens stériles, au lieu d'être accumulée productivement. Dans cette hypothèse, ce ne sont pas les producteurs d'armement qui supportent la mise en sommeil, leur capital au contraire se développe rapidement. Ce sont les branches de production d'où l'Etat tire, en dernière analyse, ses moyens financiers et dont les débouchés diminuent en raison du prélèvement de l'Etat, c'est-à-dire une grande partie des branches des moyens de consommation.

On peut supposer qu'avec le rétrécissement de la sphère d'application des capitaux de l'impérialisme français, du Viet-Nam à l'Algérie, en passant par l'Afrique Noire, la surproduction de capital nécessite des solutions internes nouvelles (38).

Entre autres solutions, la force de frappe atomique et la modernisation de l'armement classique, doivent permettre de compenser, dans une certaine mesure, la diminution des surprofits coloniaux de l'oligarchie financière par les hauts profits d'armements, tout en détruisant toujours une partie du capital national surnuméraire et en soutenant le développement des monopoles les plus puissants et des forces productives les plus nouvelles.

3) Aggravation des contradictions capitalistes et freinage du progrès économique

En raison de leurs effets contradictoires sur le développement capitaliste, on comprend que les dépenses d'armements puissent stimuler un certain temps le développement économique, créant des incitations à investir. On comprend aussi les représentations bourgeoises selon lesquelles certaines dépenses militaires sont utiles à l'économie (celles de matériels), alors que d'autres lui sont nocives (celles de l'entretien). Toutes représentent finalement des dépenses parasites pour la société. Il s'agit d'utiliser les dépenses militaires pour aider au développement des branches monopolistes les plus puissantes et accroître les incitations à investir.

Par exemple, le rapporteur de la loi-programme de 1960 évoque le déclin du « taux de progression de la formation brute de capital fixe en France » de 1958 à 1960 — alors que fait rage la guerre d'Algérie. Il déclare que les dépenses militaires ne contribuent que pour une part infime à la formation de capital fixe et que la loi-programme doit modifier cette proportion. Selon lui, l'importance des dépenses

(37) Cf. notre article : « Quelques hypothèses sur le développement du capital », *Economie et Politique*, mai 1961, p. 25. *L'exportation des capitaux* se généralise alors pour augmenter le taux de profit. Lénine montre bien, dans *L'Impérialisme*, que c'est dans le besoin d'augmenter les profits par l'exportation dans les pays peu développés où les taux sont plus élevés, que réside la nécessité de l'exportation de capitaux, qu'il distingue de sa possibilité, liée aux forces productives nouvelles. (*Œuvres choisies*, t. I, 2^e partie, p. 497). Il y aurait ainsi amputation d'une partie du capital national, mise en sommeil par rapport à la force de travail nationale, permettant de lutter contre la surproduction du capital et accroissant profit et taux de profit. En ce qui concerne le monopole, la concentration, soulignée par Lénine, liée à la socialisation des forces productives, en fournit la possibilité. La nécessité résiderait dans la nécessité de lutter contre la baisse du taux de profit et de mettre en sommeil du capital surnuméraire sous deux formes : — la limitation de la reproduction élargie que le monopole (ou l'entente de cartel) rend possible — le taux de profit inférieur imposé aux entreprises et secteurs dominés, permettant d'augmenter, grâce aux prix élevés de monopoles le taux de profit des secteurs monopolistes. Mais le monopole conduit à l'étatisation qui en est la forme la plus achevée. L'étatisation serait une autre forme de la mise en sommeil — celle du capital nationalisé — qui ne fonctionnerait plus entièrement comme capital, une partie de sa plus-value étant transférée aux monopoles privés, dont le taux de profit serait ainsi augmenté.

(38) Et aussi des solutions externes nouvelles, par exemple l'intégration capitaliste européenne. Elle peut mettre en sommeil une partie du capital national, accroître les possibilités de développement d'autres fractions de ce capital, tout en étant liée à une pression des forces productives poussant à une division internationale du travail différente de celle entre métropoles et matières premières.

militaires courantes (liées au gonflement des effectifs en Algérie) aurait augmenté la part des crédits « sans influence sur l'économie » (*sic*), tout en retirant de la main-d'œuvre. Au contraire, à son avis, les fabrications de guerre remettraient « dans le circuit économique » des crédits qui bénéficieraient à l'industrie. Il s'agit en réalité des bénéfices et des investissements des monopoles les plus puissants.

Dans les branches de l'armement et même, un certain temps, dans celles qui les fournissent, on assiste à un accroissement du capital, un progrès de l'accumulation, un élargissement de la production. Mais il y a transfert de plus-value venant d'autres secteurs et cela se traduit par une perte de substance ailleurs. Surtout, les biens finaux produits — les armements — représentent une amputation des possibilités matérielles du développement.

Si la production d'armement suscite un certain accroissement des capacités productives, à long terme et sur le plan global, elle semble exercer un effet de freinage sur le développement industriel.

Les produits finaux accaparent des ressources considérables qui auraient pu être consacrées à la production des moyens de production (39), comme à l'amélioration des conditions de vie des masses et à l'élévation de la qualification et de la productivité de la force de travail. Il y a, sans doute, un rapport, à long terme, entre la part de richesses consacrée aux dépenses militaires, dans les différents pays capitalistes, et leurs taux de croissance respectifs (40).

Si l'on se rapporte à l'étude citée de l'O.N.U., on remarque que les dépenses militaires inscrites au budget, pour 1957-1959, exprimées en pourcentage du volume de la formation brute de capital fixe, sont les suivantes pour les principaux pays capitalistes :

Etats-Unis	58,3 %	R.F.A.	16,7 %
Royaume-Unis	42,1 %	Italie	14,9 %
France	34,7 %	Japon	6 %

(Etude citée, Annexe 2)

Sans, bien sûr, vouloir induire de ces chiffres une liaison exclusive, comment ne pas les rapprocher des différents taux de développement des pays en question ? Ils ont été les moins élevés pendant cette période aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, les plus élevés en R.F.A., en Italie et encore plus au Japon, la France ayant une position intermédiaire (41).

Certes, l'insuffisance des incitations à investir, dans les conditions de la rentabilité capitaliste, freine aussi le développement. Mais la stimulation des commandes d'armements, contrairement à d'autres stimulations du capitalisme monopoliste

(39) L'étude de l'O.N.U., sur les *conséquences économiques et sociales du désarmement*, note qu'à la suite de la réduction massive des dépenses d'armement aux Etats-Unis, après la seconde guerre mondiale, « L'augmentation la plus marquée a été celle de l'investissement brut intérieur privé qui est passé de 21 milliards de dollars à 51 milliards, soit de moins de 6 pour

(40) Il faut mettre à part la guerre mondiale elle-même qui a présenté d'autres conditions. « L'investissement brut intérieur privé est passé de 15 pour cent du produit national brut. Les dépenses publiques consacrées à des fins civiles et les investissements extérieurs nets se sont également accrus ». (Ouvrage cité, p. 33.)

(41) D'autre part, *Draguilev* (ouvr. cité, p. 264) donne les valeurs suivantes, pour les dépenses militaires directes, en millions de dollars :

	1957	1958
Etats-Unis	44.419	44.957
Royaume-Uni	4.390	4.502
France	4.457	3.862
R.F.A.	2.134	1.877
Italie	978	1.000

Daniel Dolfuss (ouvr. cité, annexe) donne pour les dépenses militaires en pourcentage du revenu national pour 1958 :

Etats-Unis	12,2 %	R.F.A.	3,5 %
Royaume-Uni	8,9 %	Italie	4,7 %
France	9,0 %		

d'Etat (autres consommations d'Etat, nationalisations, etc.) se traduit par une destruction des supports matériels du capital.

Dans le cas où l'accroissement de valeur de la production globale est inférieur à la ponction des produits militaires (à la ponction militaire s'ajoutent d'ailleurs d'autres dépenses dont la valeur disparaît de la reproduction), la valeur de la production civile diminue. C'est sans doute dans ce sens, que le rapporteur du budget militaire 1962, négligeant par ailleurs la perte de substance inévitable, le manque à gagner, notait : « Le développement des dépenses militaires ne pourrait donc être absorbé que par une production nationale en expansion globale constante à l'intérieur de laquelle ces dépenses ne constitueraient qu'un élément mineur. A défaut, force est de recourir à une autre politique qui est plus classique et qui consiste à réduire les investissements civils et la consommation ».

Non seulement cette forme capitaliste de progrès des formes productives qu'est la production de guerre freine, à long terme, ce progrès même, mais aussi toutes les autres contradictions capitalistes sont aggravées.

Ainsi s'approfondit la contradiction entre les capacités de production accrues et les possibilités de consommation sociale normale. Les Etats-Unis qui, de tous les pays capitalistes, consacrent la part la plus élevée de leur production aux armements, après la deuxième guerre mondiale, loin d'avoir pu éviter les crises, ont connu le développement le plus troublé de tous les grands pays capitalistes. Le retard de la satisfaction des besoins des masses populaires, qui s'accroissent considérablement avec le progrès des forces productives, augmente. Le financement des dépenses de guerre augmente encore l'exploitation des travailleurs et réduit la part de leur produit qui leur revient. Il diminue, à l'échelle globale, le pouvoir d'achat des masses et leur consommation. Le retard des dépenses civiles de l'Etat, par rapport aux besoins, progresse et explique, notamment, l'insuffisance du développement de la qualification de la force de travail.

Certains auteurs ont prétendu que le désarmement aurait des conséquences économiques catastrophiques : chômage, faillites, chute de la production et de la consommation. L'expérience historique, comme le raisonnement théorique, s'inscrivent en faux contre de telles visions apocalyptiques et leur caractère soi-disant inévitable. L'exemple de la reconversion économique, après la deuxième guerre mondiale, est particulièrement éloquent. Les experts de l'O.N.U. déclarent, en conclusion de leur étude : « Les membres du groupe consultatif sont unanimes à penser que tous les problèmes et toutes les difficultés de transition qui résulteraient du désarmement pourraient être résolus par des mesures appropriées à l'échelon national et à l'échelon international. Il ne fait aucun doute que l'utilisation à des fins pacifiques des ressources actuellement consacrées à la défense pourrait servir l'intérêt de tous les pays et entraîner une amélioration des conditions économiques et sociales dans le monde entier » (Ouv. cité, p. 83, souligné par nous).

Dans ces conditions, si les dépenses d'armement considérables des pays capitalistes actuels expriment des nécessités de structure du capitalisme monopoliste d'Etat, elles ne semblent pas fatales. Ces mêmes nécessités peuvent se traduire par d'autres formes, en cas de changement profond de la politique économique.

C'est pourquoi les raisons proprement politiques, la guerre froide et la préparation à la guerre contre les pays du socialisme, l'alliance avec Bonn et la militarisation du pouvoir gaulliste, paraissent peser du poids le plus lourd dans l'orientation belliciste des dépenses d'Etat. D'autre part, le rôle croissant de l'Etat dans l'économie rend encore plus urgent son contrôle démocratique. Aussi une réduction massive des dépenses de guerre, permettant une grande amélioration économique et sociale, nécessite essentiellement un changement politique fondamental, le remplacement du pouvoir personnel par une démocratie réelle et nouvelle.